



CANADA

CANADIAN TAX FOUNDATION

R. Boadway, « Policy Forum: Piecemeal Tax Reform Ideas for Canada—Lessons from Principles and Practice », *Revue fiscale canadienne*, vol. 62, no 4, 32 pages.

Comment le Canada peut
apprendre des récentes réfor-
mes fiscales des autres pays.

La structure de base du régime fiscal des particuliers et des sociétés au Canada s'inspire de principes qui étaient répandus au moment du rapport Carter. Ces principes incluent l'imposition fondée sur la capacité de payer, qui repose sur l'imposition du revenu global comme base idéale, accompagnée d'un impôt des sociétés conçu pour retenir l'impôt à la source sur le revenu des actionnaires dans le but d'empêcher sa mise à l'abri illimitée au sein des sociétés. Diverses réformes fragmentaires ont eu lieu depuis lors, dont bon nombre déplacent la base du côté de la consommation personnelle. Cependant, des vestiges de l'approche d'imposition du revenu global demeurent, comme une structure à taux uniforme et une assiette d'impôt des sociétés qui est censée refléter le revenu de l'actionnaire. Les idées sur l'impôt optimal et les circonstances économiques ont évolué considérablement depuis le rapport Carter. Au commencement, le revenu global

comme base idéale était contesté par une taxe à la consommation progressive. Cette idée a par la suite été supplantée par une approche mettant l'accent sur le bien-être individuel ou l'« assistantialisme ». Cette dernière a été contestée dernièrement par les idées d'égalité des chances, qui mettent l'accent sur les occasions dont profitent les contribuables, plutôt que sur les résultats qu'ils obtiennent. En outre, l'impôt des sociétés est de plus en plus perçu comme une façon d'imposer les superprofits des sociétés, plutôt que de retenir l'impôt à la source sur le revenu des actionnaires. L'auteur parcourt la littérature qui a façonné ces changements et certaines des pratiques qui ont émergé dans d'autres pays. Parmi les principaux éléments de cette littérature, il y a les récentes commissions sur la réforme fiscale au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Australie, qui sont toutes pertinentes pour le Canada. Au nombre des pratiques novatrices, notons les régimes d'imposition différenciée instaurés dans les pays nordiques et les régimes d'imposition des superprofits, tels que la déduction pour fonds propres des sociétés et l'impôt sur les bénéfices tirés des ressources. L'auteur puise dans ces idées et pratiques afin de faire des recommandations en vue d'une réforme fiscale au Canada.

1

CANADIAN TAX FOUNDATION

M A. Milevsky, « Rethinking RRIF Withdrawals: New Rates and Methodologies for New Realities », *Revue fiscale canadienne*, vol. 62, no 4, 14 pages.

Dans cet article, l'auteur se sert d'un cadre microéconomique pour examiner le barème de retraits du fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) dans le cadre des taux d'intérêt actuels

Revoir le barème de retraits du FERR : nouvelles considérations démographiques et financières.

et des projections de l'espérance de vie. Il soutient que les réalités démographiques et économiques d'aujourd'hui exigent de revoir le barème pour qu'il demeure justifiable et juste. La méthodologie uti-

lisée dans cet article diffère de celle d'autres arguments basés sur la politique (ou les probabilités) : l'auteur compare le barème de retraits prescrit à un barème de retraits optimal dans un modèle de cycle de vie de continuité de la consommation pour un retraité ayant une aversion pour le risque d'épuiser son actif avant sa mort. Il soutient que bien que le modèle de cycle de vie puisse justifier les taux de retrait du FERR en vigueur à la fin des années 1980 (une période où les taux d'intérêt étaient plus élevés et l'espérance de vie plus courte), un quart de siècle plus tard, le barème est périmé.

CANADIAN TAX FOUNDATION

B. Alarie et A. J. Green, « *Policy Preferences and Expertise in Canadian Tax Adjudication* », *Revue fiscale canadienne*, vol. 62, no 4, 14 pages.

Expertise judiciaire et orientations politiques des juges : une incidence sur les jugements en matière d'impôts?

Tant les contribuables que les gouvernements tentent de demeurer au fait des diverses sources complexes relatives à la législation fiscale et de les appliquer dans une multitude de contextes variés. Compte tenu du risque de confusion et de désaccord (en plus des enjeux financiers parfois importants qui y sont rattachés), il est approprié d'avoir un processus grâce auquel les contribuables peuvent interjeter appel des décisions rendues par le gouvernement auprès d'un groupe d'experts pouvant fournir des solutions ration-

nelles et réfléchies faisant autorité aux différends en matière d'impôt. Pour cette raison, le Canada, comme les États-Unis, a une cour d'impôt spécialisée qui se consacre à l'audition des appels des décisions de l'administration fiscale. Pourtant, il y a lieu de croire que dans les deux pays, les juges de causes fiscales peuvent être influencés par leur propre orientation politique ou d'autres facteurs étrangers au « véritable » bien-fondé juridique lorsqu'ils rendent leurs décisions. Cet article examine des appels à l'égard de cotisations fiscales au Canada pour comprendre l'influence relative de l'expertise judiciaire en fiscalité et les orientations politiques des juges sur les décisions de la Cour canadienne de l'impôt et de la Cour d'appel fédérale. Les auteurs décrivent d'abord les institutions et les processus liés aux appels en matière d'impôt. Ils analysent ensuite l'incidence de l'expertise judiciaire et des orientations politiques sur les résultats des appels en matière d'impôt, en se basant sur environ 3 400 décisions de la Cour canadienne de l'impôt de 2000 à 2006 incluant, le cas échéant, les appels connexes à la Cour d'appel fédérale et à la Cour suprême du Canada. Les auteurs discutent des trois résultats principaux de cette étude : 1) les orientations politiques des juges importent, mais dans une certaine mesure seulement; 2) les ressources importent beaucoup; et 3) il y a des dynamiques concernant l'affirmation des appels par la Cour d'appel fédérale qu'il est difficile d'expliquer, bien qu'un désir d'éviter la crainte de partialité soit possible.

CANADIAN TAX FOUNDATION

T. Larre, « *The Role of Intention in Distinguishing Employees from Independent Contractors* », *Revue fiscale canadienne*, vol. 62, no 4, 44 pages.

Dans un revirement plutôt soudain par rapport à la jurisprudence, la Cour d'appel fédérale a indiqué que l'intention commune des parties devait jouer un rôle pour distinguer les employés des entre-

Distinction entre employé et entrepreneur indépendant : quel est le poids de l'intention du contribuable?

preneurs indépendants dans les causes fiscales. Un examen de la jurisprudence indique qu'il y a de nombreuses questions sans réponse au sujet du rôle approprié de l'intention, et que l'intention ne joue pas nécessairement un rôle important dans les décisions sur la qualification. L'auteur soutient qu'il n'y a aucune justification pour tenir compte de l'intention et qu'il y a de nombreuses raisons pour lesquelles l'intention ne devrait pas être prise en considération. Cependant, si les tribunaux continuent de considérer l'intention comme pertinente pour faire la distinction entre employés et entrepreneurs indépendants, l'auteur maintient qu'ils devraient clarifier leurs raisons pour légitimer l'intention comme considération pertinente et fournir une orientation pour les causes subséquentes.

INSTITUT C.D. HOWE

B. Gros, K. Hall, I. McSweeney et J. Steele, « *The Taxation of Single-Employer Target Benefit Plans – Where We Are and Where We Ought To Be* », 4 mars 2015, 12 pages.

Une alternative au traditionnel fonds de pension.

Benefit Plans (TBPs) are an attractive hybrid of traditional defined-benefit and defined-contribution plans since they combine fixed contributions with targeted pension payments. Policymakers and regulators across the country are making the required changes to pension standards legislation that would recognize single-employer TBPs. Yet the current tax regime does not accommodate alternative pension plan designs such as single-employer TBPs. There is a clear need for more certainty about the tax treatment of these plans. In short, changes to the federal tax rules are needed to accompany the reforms. In this E-Brief, we have proposed a tax treatment for single-employer TBPs that is consistent with the existing tax regime.

Many employers have been looking for alternatives beyond traditional pension arrangements to better manage their pension risks. Target

THE CONFERENCE BOARD OF CANADA

M-C. Bernard, J. Adès, E. Martin, M. Homsy, R. Gagné, J. Lussier et V. Martel, « *Fiscalité et aide publique aux entreprises : Revue de la littérature et analyse* », 19 mars 2015, 126 pages.

Investissement des entreprises au Québec: une analyse des perspectives et du futur de l'économie.

Cet « aperçu fiscal » fournit une analyse de la situation économique actuelle du Québec ainsi qu'une perspective à court et moyen termes pour la province. La baisse des prix du pétrole, la vigueur de la reprise américaine et la dépréciation du huard par rapport au billet vert propulseront les exportations québécoises vers de nouveaux sommets. Celles-ci progresseront plus rapidement qu'elles ne l'ont fait depuis 2000, atteignant un taux de croissance de 3,6 %. Cela ravivera l'investissement privé, créera des emplois et augmentera les revenus des ménages. Cette croissance économique plus forte que prévu devrait permettre au gouvernement d'atteindre ses objectifs de recettes budgétaires de 74,3 G\$ en 2015-2016 et de dépasser légèrement ses prévisions pour 2016-2017. L'embellie économique de même que le redressement en cours des finances publiques permettront au Québec de freiner l'augmentation de sa dette.

INSTITUT ECONOMIQUE DE MONTREAL

Y. Labrie et B. Doucet, *La liberté économique améliore le bien-être humain*, Notes économiques, février 2015, 4 pages.

Depuis la crise financière de 2008, la notion de libre marché a été fortement critiquée. Pourtant,

Les individus vivant là où il y a plus de liberté économique tendent à toucher un revenu moyen substantiellement plus élevé.

un fait incontournable demeure : plus grande est la liberté économique qu'un gouvernement laisse à sa population, mieux celle-ci se portera, non seulement sur le plan du bien-être matériel de base mais aussi sur le plan des indicateurs sociaux et

individuels du bien-être humain. La présente Note économique fournit un bref survol de ce qu'est la liberté économique. Elle examine ensuite certaines des données démontrant les puissants effets positifs qu'entraîne l'octroi aux individus d'une plus grande liberté d'interagir entre eux sur le marché.

KPMG

Groupe Fiscalité KPMG, *Modifications proposées dans le budget fédéral de 2015 – Tout est une question d'équilibre*, Bulletin FlashImpôt Canada, 2 avril 2015, 7 pages.

Les promesses à l'égard de l'impôt des particuliers seront-elles remplies?

Le ministre des Finances Joe Oliver déposera le budget fédéral de 2015 du gouvernement conservateur le mardi 21 avril 2015. Le budget devrait être équilibré et servira probablement de toile de fond aux politiques fiscales du gouvernement conservateur pour la prochaine campagne électorale fédérale de 2015. En vertu de la loi prévoyant des élections à date fixe, les élections fédérales sont prévues pour le 19 octobre 2015. Certains indicateurs suggèrent que le gouvernement, dans le cadre du budget, poursuivra ses efforts en vue d'éliminer des « échappatoires fiscales » et annoncera des mesures de resserrement de l'imposition. Le gouvernement pourrait

également remplir certaines promesses électorales de 2011 à l'égard de mesures touchant l'impôt des particuliers, qu'il avait pris l'engagement de tenir une fois que l'équilibre budgétaire serait atteint.

KPMG

Groupe Fiscalité KPMG, *Prix de transfert – L'ARC durcit sa position en ce qui concerne les commissions pour frais de gestion intersociétés*, Bulletin FlashImpôt Canada, février 2015, 3 pages.

L'ARC se prépare à effectuer un plus grand nombre de vérifications à l'égard des commissions pour frais de gestion intersociétés.

Il semble, d'après les orientations qu'elle a publiées dans deux nouvelles notes de service sur le prix de transfert (« PTM ») en janvier 2015, que l'Agence du revenu du Canada (« ARC ») se prépare à effectuer un plus grand nombre de vérifications fiscales à l'égard des commissions pour frais de gestion intersociétés. Une nouvelle note de service (PTM 15) sur les services intragroupe, qui traite notamment des commissions pour frais de gestion, semble refléter certains aspects du récent projet de l'Organisation de coopération et de développements économiques (« OCDE ») concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (« BEPS » en anglais), et insiste sur la nécessité pour les contribuables de s'assurer que leurs politiques en matière de prix de transfert soient conformes avec ce qui figure dans leurs documents accessibles au public. En outre, une deuxième note de service (PTM 16) portant sur le rôle des données pluriannuelles dans les analyses du prix de transfert rappelle que les contribuables canadiens ne peuvent pas uniquement se fier à la documentation sur les prix de transfert préparée par leurs sociétés mères étrangères pour étayer leur position auprès de l'ARC.



ÉTATS-UNIS

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES

C. Marr, B. DeBot, and C. Huang, *Eliminating Estate Tax on Inherited Wealth Would Increase Deficits and Inequality*, 25 mars 2015, 7 pages.

L'impôt sur les successions est un impôt économique-sain.

The House Ways and Means Committee is scheduled to consider a bill this week to repeal the federal estate tax on inherited wealth, just one week after the House Budget Committee approved a budget

plan calling for \$5 trillion in program cuts disproportionately affecting low- and moderate-income Americans. Repealing the estate tax would be highly misguided — especially in the context of the House Budget Committee plan, which would repeal health reform and cut Medicaid deeply, causing tens of millions of Americans to become uninsured or underinsured; cut the Supplemental Nutrition Assistance program (SNAP, formerly known as food stamps), making it harder for millions of low-income families to put food on the table; and cut Pell Grants, raising the financial hurdle for people of modest means to attend college. Despite these and hundreds of billions of dollars in additional cuts that were largely unspecified, the budget included no revenue increases. And while concerns of future deficits supposedly drive the budget plan's harsh cuts, repealing the estate tax would significantly expand deficits.

TAX POLICY CENTER

Donald Marron, Joseph Rosenberg, *How Much Do Taxes Affect Startup Investment Incentives?*, 18 mars 2015, 15 pages.

In a contribution to the Policy Dialogue on Entrepreneurship blog of Kauffman.org. Joseph Rosenberg and Donald Marron examine how tax policy affects investment incentives for startup

Les startups sont dans une situation désavantageuse par rapport aux entreprises établies.

companies. Startups often make losses, and thus cannot make immediate use of the R&D tax credit, accelerated depreciation, and other tax benefits. The value of those benefits declines the longer startups have to wait to use them. This puts startups and fast-growing young firms at a disadvantage relative to established companies.

NATIONAL TAX JOURNAL

P. DeCicca, D. Kenkel et F. Liu, « Reservation Prices: An Economic Analysis of Cigarette Purchases on Indian Reservations », *National Tax Journal*, vol. 68, no 1, mars 2015, p. 93-118.

Quels sont les effets de l'allègement fiscal pour la vente de cigarettes dans les réserves indiennes aux États-Unis?

The special legal status of Indian tribes in the United States means that state excise taxes are not necessarily collected on cigarette purchases on Indian reservations. Using novel data from New York surveys that asked directly about cigarette prices and purchases from reservations, we focus on two under-studied but basic empirical economic questions this raises. First, what is the economic incidence of the tax break? In data from New York over a period when the state did not attempt to collect taxes on reservation purchases, our estimates suggest that the tax break is usually fully shifted to the consumer. The notable exception is on one reservation where a tribal monopoly captures almost half of the tax break. Second, has the tax break increased consumer demand for low-quality cigarettes relative to high-quality cigarettes? New York's cigarette tax is a fixed amount per pack, providing an opportunity to test the Alchian and Allen substitution theorem. We find some support for the prediction that the tax break increases consumer demand for lower-quality cigarettes.

W. J. McKibbin et al., « Carbon Taxes and U.S. Fiscal Reform », National Tax Journal, vol. 68, no 1, mars 2015, p. 139-156.

La taxe sur le carbone permettra-t-elle de réduire le déficit américain?

This paper examines fiscal reform options in the United States using an inter-temporal computable general equilibrium model of the world economy called G-Cubed. Six policy scenarios explore two overarching issues: (1) the effects of a carbon tax under alternative

assumptions about the use of the resulting revenue, and (2) the effects of alternative revenue sources to reduce the budget deficit. We examine a simple excise tax on the carbon content of fossil fuels in the U.S. energy sector starting immediately at \$15 per ton of carbon dioxide (CO₂) and rising at 4 percent above inflation each year. We investigate policies that allow the revenue from the illustrative carbon tax to reduce the long-run federal budget deficit or the marginal tax rates on labor and capital income. We also compare imposing a carbon tax to increasing rates of other taxes to reduce the deficit by the same amount. We find that within 25 years of adopting the carbon tax, annual CO₂ emissions are 20 percent lower than baseline levels. We find that using the revenue for a capital tax cut is significantly different than other revenue recycling policies. In that case, investment rises, employment and wages rise, and overall GDP is significantly above its baseline through year 25. Thus, adopting a carbon tax and using the revenue to reduce capital taxes would achieve the dual goals of reducing CO₂ emissions significantly and expanding employment and the economy.

U.S DEPARTMENT OF THE TREASURY

Department of the Treasury, *General Explanations of the Administration's Fiscal Year 2016 Revenue Proposals (Reserve for Business Tax Reform that is*

Revenue Neutral in the Long Run), février 2015, 312 pages.

Une réforme de la fiscalité des entreprises à travers cinq objectifs.

The number of special deductions, credits, and other tax preferences provided to businesses in the Internal Revenue Code has expanded significantly since the last comprehensive tax reform effort nearly three decades ago. Such tax preferences help well-connected special interests, but do little for economic growth. To be successful in an increasingly competitive global economy, the Nation cannot afford to maintain a tax code burdened with such tax breaks; instead, the tax code needs to ensure that the United States is the most attractive place for entrepreneurship and business growth. Therefore, in the Budget, the President is calling on the Congress to immediately begin work on business tax reform that achieves the following five goals: (1) cut the corporate tax rate and pay for it by making structural reforms and eliminating loopholes and subsidies; (2) strengthen American manufacturing and innovation; (3) strengthen the international tax system; (4) simplify and cut taxes for small businesses; and (5) avoid adding to deficits in the short-term or the long-term. Consistent with these goals, the Budget includes a detailed set of business proposals that close loopholes and provide incentives for growth in a fiscally responsible manner.

JOINT COMMITTEE ON TAXATION

The Joint Committee On Taxation, *Background Information on Tax Expenditure Analysis and Historical Survey of Tax Expenditure Estimates*, 6 février 2015, 40 pages.

The Senate Committee on Finance has scheduled a public hearing on February 10, 2015, entitled "Getting to Yes on Tax Reform: What Lessons Can Congress Learn from the

Les dépenses fiscales sont-elles efficaces et équitables?

Tax Reform Act of 1986?"

This document, prepared by the staff of the Joint Committee on Taxation (“Joint Committee staff”), provides a discussion of the concept and measurement of tax expenditures as well as providing historical background on tax expenditures. Tax expenditure analysis can help both policymakers and the public to understand the actual size of government, the uses to which government resources are put, and the tax and economic policy consequences that follow from the implicit or explicit choices made in fashioning legislation. Part I of this report contains a discussion of the concept of tax expenditures. Part II is a discussion of the measurement of tax expenditures. Part III discusses efficiency, equity, and administrability issues in the design of tax expenditures. Historical data on tax expenditures including estimates of tax expenditures over time and a legislative history of new tax expenditures are presented in Part IV.

JOINT COMMITTEE ON TAXATION

The Joint Committee On Taxation, *Economic Growth and Tax Policy*, 20 février 2015, 36 pages.

Comment les politiques fiscales influencent-elles la croissance économique?

The Senate Committee on Finance has scheduled a public hearing on February 24, 2015, titled “Tax Reform, Growth, and Efficiency.” This document, prepared by the staff of the Joint

Committee on Taxation, includes an overview of economic growth and the impact that taxes may have on economic growth. Part I of this document discusses four principal determinants of economic growth that tax policy may be able to influence. These are labor supply, capital investment, technological progress, and human capital. In general, output (the real value of goods and services) is a function of labor supplied, and the productivity of that labor. Growth, i.e., increases in output, can occur through the replication of existing capital and technologies and the supply of greater hours of work. However, growth will also occur if workers are made more productive, which in turn will improve wages and living standards in contrast to mere replication of exist-

ing technologies and capital. Workers will be made more productive if their human capital is improved through greater education and skills acquisition. It will also occur if workers have access to better capital, which can result from development of new technologies. Tax policy may have an influence on growth because it can affect these inputs to production. Taxes on labor will reduce the returns to supplying additional labor, and capital income taxes will reduce the returns to supplying additional capital, thus potentially reducing economic output. Tax policy might mitigate any negative growth effects from taxes by selective subsidies that support formal education and job training, and that promote investments in research and new technologies. Part II of this document provides some historical data on productivity growth, real GDP growth, the growth of the labor force and changing labor force participation rates, and growth in workers’ real compensation per hour.



INTERNATIONAL

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK

J. Braun et A. J Weichenrieder, *Does Exchange of Information between Tax Authorities Influence Multinationals’ Use of Tax Havens?*, 23 février 2015, 43 pages.

Since the mid-1990s, countries offering tax systems that facilitate international tax avoidance and evasion have been facing growing political pressure to comply with the internationally agreed standards of

Les ententes d'échange de renseignements limiteraient les transactions impliquant les abris fiscaux.

exchange of tax information. Using data of German investments in tax havens, we find evidence that the conclusion of a bilateral tax information exchange agreement (TIEA) is associated with fewer operations in tax havens and the number of German affiliates has on average decreased by 46% compared to a control group. This suggests that firms invest in tax havens not only for their low tax rates but also for the secrecy they offer.

S.-Y. Oei et D. M. Ring, *Can Sharing Be Taxed?*, 15 mars 2015, 70 pages.

Comment taxer et encadrer les "entreprises de partage" telles Uber et Airbnb?

The past few years have seen the rise of a new model of production and consumption of goods and services, often referred to as the "sharing economy." Fueled by startups such as Uber and Airbnb, sharing enables individuals to obtain rides, accommodations, and other goods and services from peers via the Internet or mobile application in exchange for payment. The rise of sharing has raised questions about how it should be regulated, including whether existing laws and regulations can and should be enforced in this new sector or whether new ones are needed. In this Article, we explore those questions in the context of taxation. We argue that, contrary to the claims of some commentators, the application of substantive tax law to sharing is mostly (though not completely) clear, because current law generally contains the concepts and categories necessary to tax sharing. However, tax enforcement and compliance may present challenges, as a result of two distinctive features of sharing. First, some sharing businesses tend to opportunistically pick the more favorable regulatory interpretation if there is ambiguity regarding which rule applies or whether a rule applies. This leads to compliance and enforcement gaps. Second, the "microbusiness" nature of sharing raises unique compliance and enforcement concerns. We suggest strategies for addressing these dual challenges, including lower information reporting thresholds, safe harbors and advance rulings to simplify tax reporting, and targeted enforcement efforts.

M. Bennedsen et S. Zeume, *Corporate Tax Havens and Shareholder Value*, 27 mars 2015, 62 pages.

Using a novel hand-collected dataset of 17,331 publicly listed firms from 52 countries and their international

subsidiaries, we investigate the motives for establishing subsidiaries in tax havens. We document five sets of results. First, a 1 percentage point reduction in firms' home-country corporate tax rate is associated with a 1.2 percent increase in value of firms without tax haven subsidiary while firms with tax haven subsidiary are unaffected. Second, the signing of Tax Information Exchange Agreements (TIEAs) increases average shareholder value by 2.5 percent. Third, the positive effect is stronger for firms with more complex firm structure within the tax haven. Fourth, firms respond to TIEAs by engaging in haven hopping, i.e. moving their subsidiaries from tax havens that entered TIEAs to tax havens that did not. Fifth, TIEAs do not increase average shareholder value of firms that engage in haven hopping. These results suggest that tax haven subsidiaries are used for entrenchment activities beyond pure tax saving.

Les filiales dans les abris fiscaux : bien plus qu'une simple économie d'impôt.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

R. McManus et F. G. Ozkan, *On the Consequences of Pro-Cyclical Fiscal Policy*, 23 février 2015, 22 pages.

There is widespread evidence that procyclical fiscal policies have been prevalent in developing countries and often in some industrial nations. It is therefore surprising that, in contrast to the wealth of studies on the sources of pro-cyclical policy, potential consequences of such

seemingly suboptimal policies have been largely ignored in the existing literature. By utilising a comprehensive set of indicators from 114 countries for 1950–2010, we aim to address the following important question: does it matter wheth-

Les conséquences néfastes d'une politique fiscale procyclique : réalité du 21^e siècle.

er a country adopts a pro-cyclical fiscal policy stance rather than a counter-cyclical one? Our results produce a resounding 'yes' to this question. We find that fiscally pro-cyclical countries have lower rates of economic growth, higher rates of output volatility and higher rates of inflation.

INTERNATIONAL TAX REVIEW

K. Brockman, *The Brockman brief: Interest: Double taxation equality is fading*, 24 février 2015. (Veuillez noter qu'il faut s'abonner aux publications du *International Tax Review* pour consulter ce document.)

L'équilibre entre la double imposition et la non-imposition : impossible à atteindre?

Keith Brockman, global tax director at Mars, lecturer and author of the Strategizing Multinational Tax Risks blog, looks at why countries are enacting unilateral legislation to limit interest deductibility, the shift in focus from eliminating double taxation to eliminating non-taxation, and why, as a result, double taxation via interest limitations is here to stay.

INTERNATIONAL TAX REVIEW

G. Foglia et G. d'Ayala Valva, *Italy: Robin Hood Tax on energy companies declared illegitimate*, 25 mars 2015, 2 pages. (Veuillez noter qu'il faut s'abonner aux publications du *International Tax Review* pour consulter ce document.)

La taxe "Robin des bois" de l'Italie jugée inconstitutionnelle.

The Robin Hood Tax was introduced in 2008 as a surtax on certain companies operating in the energy sector to rein in what was considered an excessive profits from high oil prices. With the February 11 2015 decision n. 10/2015, the Italian

Constitutional Court declared the 'Robin Hood Tax' unconstitutional. The removal of the Robin Hood Tax is being welcomed by energy companies, since it determines a significant reduction of the tax burden (from 34% per cent to 27.5%) and boosts earnings.



DIVERS

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Philippe Hurteau et Simon Tremblay-Pepin, *Doit-on privatiser la SAQ?*, avril 2015, 54 pages.

Périodiquement, la privatisation de la SAQ refait surface dans les médias. Récemment, c'est sous l'impulsion du rapport Godbout-Montmarquette et d'une publication

d'Éric Duhaime que le sujet a été relancé dans l'espace public. On défend qu'il serait bénéfique de privatiser soit une partie, soit la totalité de la SAQ. L'option de privatisation partielle est présentée comme un moyen de réduire l'endettement du Québec et donc les frais d'intérêts payés sur cette dette. Le modèle de privatisation inspiré par l'Alberta est de son côté défendu parce qu'il permettrait d'offrir davantage de produits, à meilleur prix, sans pour autant réduire les revenus de l'État. La présente étude vérifie ces hypothèses et les infirme.

Est-ce rentable pour le Québec de privatiser la SAQ?

Équipe de rédaction

Coordination, édition et révision :
Marwah Rizqy.

Recherche et sélection des articles :
Marie-Danielle Alarie, Nicolas Déziel-Belleville, Catherine Tremblay-Bouchard, Camil Chaput, Anne Lantagne et Ikram Meghiref.

Site de la Chaire :

<http://www.usherbrooke.ca/chaire-fiscalite>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cffp.adm@USherbrooke.ca